

2022 MSNA BULLETIN

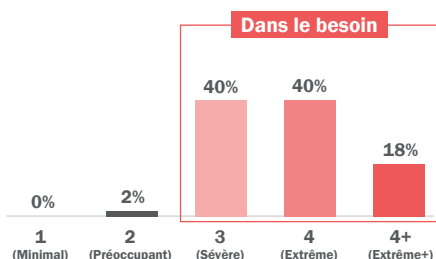
RÉSULTATS CLÉS

AVRIL 2023

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO (RDC)

CONTEXTE. L'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) a été conduite dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika en RDC entre le 06 juin et le 31 août 2022 et a pour but de mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise humanitaire prolongée. Elle permet de mettre à disposition de la communauté humanitaire des données représentatives informant sur la sévérité sectorielle et intersectorielle des besoins pour chacune des 45 zones de santé (ZS) évaluées, ainsi que de mieux comprendre les variations et les différences existantes en matière de sévérité des besoins entre les différents groupes de populations ciblées (ménages non déplacés, déplacés internes (PDI) et retournés¹) au niveau des 15 territoires évalués.

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ :



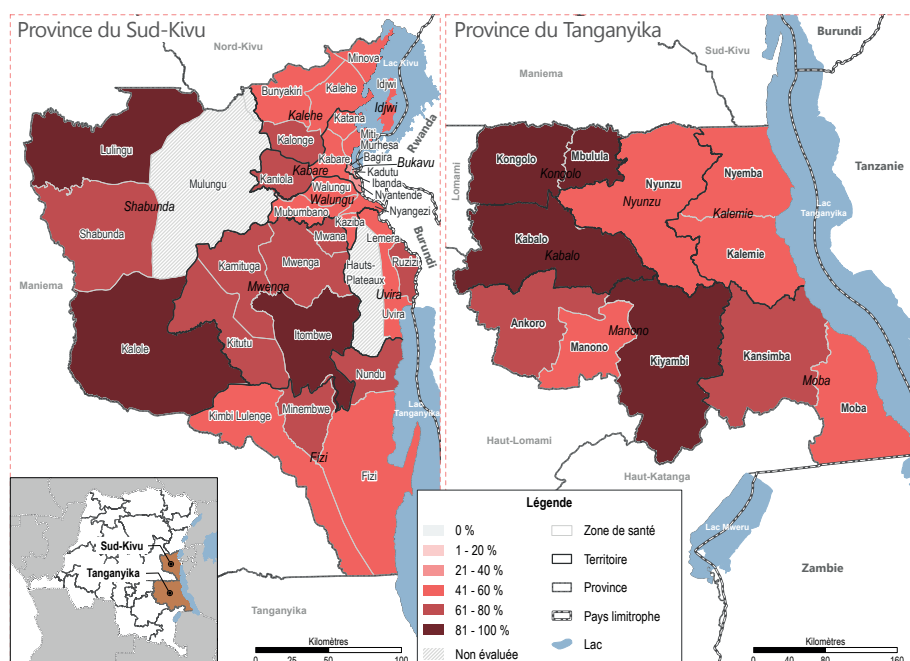
71%

de ménages déplacés (PDI) au Sud-Kivu et Tanganyika faisaient face à un besoin extrême ou plus.

- 39% des ménages PDI faisaient face à un besoin extrême en **abris**
- 35% des ménages PDI faisaient face à un besoin extrême en Eau, Hygiène et Assainissement (**EHA**)

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONES GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 ou plus, par zone géographique :



Des besoins sectoriels particulièrement élevés chez les ménages déplacés et retournés dans la province du Tanganyika

- La quasi-totalité des ménages du Tanganyika faisait face à un **besoin sévère en EHA** (98%), et 43% faisait face à un besoin extrême dans ce secteur. Ce pourcentage s'élevait jusqu'à **56% au sein des ménages retournés**.
- Alors que 72% des ménages non déplacés vivant dans la province faisaient face à des **besoins en sécurité alimentaire**, c'était le cas pour respectivement **90% et 87% des ménages PDI et retournés**.
- Près de **deux tiers (61%) des ménages PDI du Tanganyika avaient des besoins extrêmes en abris**, presque deux fois plus que les ménages PDI se trouvant dans le Sud-Kivu (33%).

Plus de trois quarts des ménages avaient des besoins extrêmes dans 10 ZS, réparties au sein de 5 territoires

- Dans le Sud-Kivu, près d'un tiers des ménages des ZS de **Kalole** (33%) et de **Mwenga** (31%) avaient des besoins extrêmes en éducation. S'y trouvait également la plus grande proportion de ménages ayant des besoins extrêmes en protection (20% et 21% respectivement).
- Une large majorité de la population faisait face à un besoin extrême en abris dans les ZS de **Lulingu** (76%) et de **Itombwe** (60%), les plus hauts pourcentages évalués.
- Les besoins extrêmes sectoriels étaient plus diversifiés dans la ZS de **Shabunda**.
- Au Tanganyika, les ménages étaient principalement impactés par des besoins extrêmes en EHA (**Kiyambi** (74%), **Kongolo** (67%), **Kabolo** (60%), **Ankoro** (59%) et **Mbulula** (59%).

Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les pages suivantes.

ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

CONTEXTE. Selon l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2023, 26,4 millions de personnes étaient dans le besoin. Au niveau national, les personnes affectées avaient principalement des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire (26,4 millions) et de la protection (9,9 millions). De plus, plus de la moitié (14,2 millions) de ces personnes étaient des enfants (moins de 18 ans). Alors qu'environ six personnes sur 10 seraient âgées de moins de 18 ans et que la crise prolongée du pays est actuellement principalement une crise sécuritaire, particulièrement violente, entre différents groupes armés ou suite à des conflits intercommunautaires dans l'est du pays, les données disponibles indiquaient 3,9 et 7,6 millions de personnes respectivement dans le besoin dans les secteurs de la protection de l'enfance et des violences basées sur le genre sur l'ensemble du territoire.²

Le conflit, qui se prolonge désormais sur des décennies, implique un nombre important d'acteurs, notamment internationaux. En fin d'année 2022, les membres du Conseil de Sécurité ont adopté à l'unanimité la prolongation pour une année du mandat de protection des civils de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO)³. L'année 2023 pourrait s'annoncer particulièrement violente et tendue, des élections présidentielles étant annoncées pour décembre, alors

que l'instabilité persiste à l'est du pays et les menaces des groupes armés ne cessent d'augmenter.⁴ La crise humanitaire touche l'entièreté du pays, mais l'est de la RDC est particulièrement affecté.

Plus de 80% de la population faisait face à des besoins extrêmes dans les territoires de **Kabalo** (88%) et **Kongolo** (83%) dans la province du Tanganyika et dans le territoire de **Shabunda** (84%) au Sud-Kivu.¹

REACH, en partenariat avec le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) et les clusters, a conduit en 2022, suite à une première MSNA pilote en 2021 dans la province du Tanganyika, une évaluation multisectorielle dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika à travers des enquêtes ménages et des Informateurs Clés (IC) dans les zones inaccessibles. Plus de 2,5 millions de personnes dans le besoin² et plus de 1,6 millions de personnes déplacées (environ 30% des PDI)⁵ se concentraient dans ces deux provinces. Cette évaluation avait donc pour but de fournir des données actualisées sur les besoins et les priorités des populations affectées vivant dans les 45 ZS ciblées, ainsi qu'entre différents groupes de population au niveau des 15 territoires évalués.

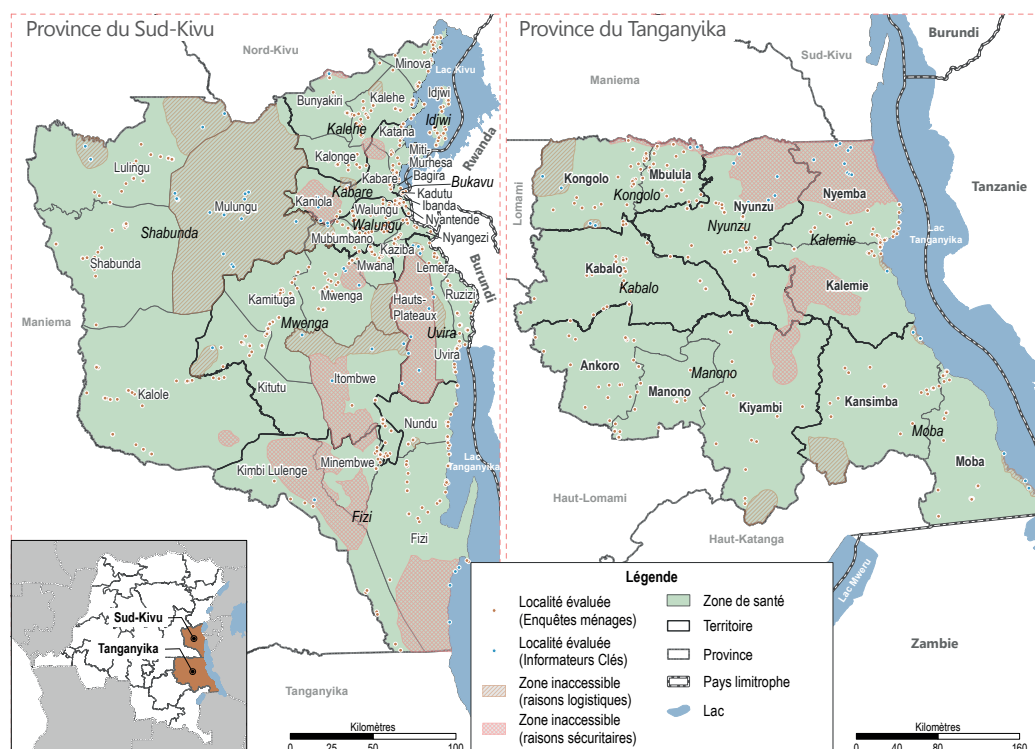
CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

COUVERTURE
géographique par groupe
de population et modalité
de collecte⁶

	Nombre de ménages évalués
Non déplacés	5'726
PDI	2'186
Retournés	1'977

	Nombre d'IC évalués
IC	273

Dates de collecte des données :
06.06 - 25.08 (ménages)
23.08 - 31.08 (IC)



INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

Dans le besoin	1 (Minimal)	0%
	2 (Préoccupant)	2%
	3 (Sévère)	40%
	4 (Extrême)	40%
	4+ (Extrême+)	18%

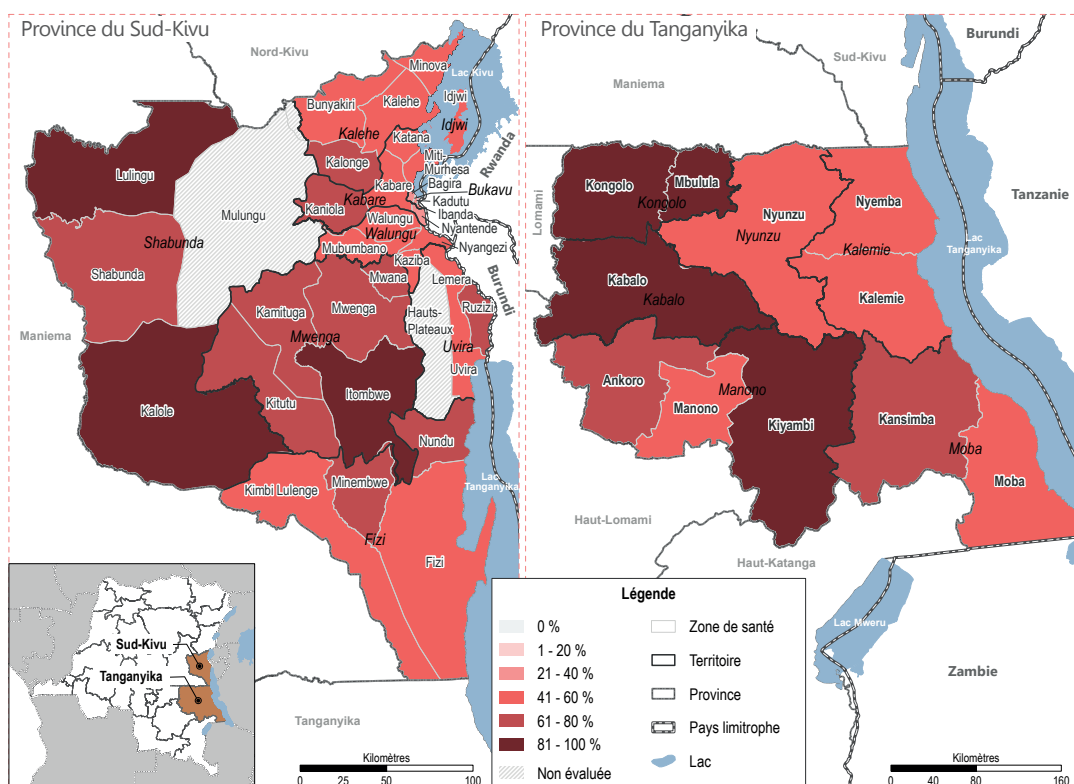
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage.

Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+.

La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée [ici](#).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 4, par zone géographique :



PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe et par phase de sévérité :

	1	2	3	4	4+
Communauté hôte	0%	2%	42%	39%	17%
PDI	0%	0%	29%	50%	21%
Retournés	0%	0%	38%	40%	22%

Alors que la quasi-totalité des ménages sont évalués comme étant dans le besoin (MSNI de 3 ou plus) indépendamment du groupe de population dans lequel ils ont été regroupés, **71% des PDI sont dans un besoin extrême (MSNI de 4 ou plus), 62% des retournés et 56% des ménages non déplacés.**

La différence de proportion de ménages faisant face à un besoin extrême entre les différents groupes de population s'expliquait principalement par une proportion plus élevée de ménages déplacés ou retournés ayant des besoins extrêmes en abris (39% et 29% respectivement, versus 26% au sein des ménages non déplacés), ainsi qu'en EHA (35% et 33% respectivement, versus 28% au sein des ménages non déplacés).

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DÉTERMINANTS

Quelles populations affichent les niveaux de besoins les plus importants ? Où sont-elles concentrées ? Quels sont les principaux facteurs déterminants de ces besoins ?

71%

Proportion des PDI qui étaient dans une situation de besoin extrême (MSNI de 4 ou plus).

91%

Proportion des ménages considérés comme ayant des besoins dans le secteur EHA¹.

La quasi-totalité des ménages (98%) étaient dans le besoin, et plus de la moitié (58%) faisait face à des besoins extrêmes. Les populations les plus concernées se concentraient dans 6 ZS majoritairement localisées à l'ouest des 2 provinces. Les écarts de sévérité extrême des besoins variaient grandement entre ZS.

- Dans 5 territoires (dont 4 au Tanganyika), 100% des ménages ont été évalués comme ayant des besoins dans un ou plusieurs secteurs humanitaires. Une légère prévalence des besoins liés à la sécurité alimentaire (74% vs. 64%) et à l'EHA (98% vs. 88%) se notait dans la province du Tanganyika par rapport à celle du Sud-Kivu, où les besoins liés à la protection (27% vs. 18%) étaient plus importants.
- La plus grande proportion de ménages dans une situation de besoin extrême (plus de 80%) se concentrait dans 7 ZS globalement situées à l'ouest des 2 provinces. Ces ZS éloignées des rives lacustres étaient en majorité difficiles d'accès et souffraient d'un manque d'infrastructures impactant tout particulièrement les besoins des ménages en EHA et abris (2 principaux besoins extrêmes notés pour les ménages de ces ZS). D'autres ZS plus gentrifiées et bordant le lac Kivu ou Tanganyika affichaient en revanche des proportions plus réduites de ménages faisant face à des besoins extrêmes, notamment à Uvira (49%), Kalemie (47%) ou

dans le territoire de Bukavu (moins de 30% pour les trois ZS composant ce territoire).

- La totalité des ménages PDI et retournés étaient dans le besoin. D'importantes disparités sectorielles pouvaient s'observer : les besoins sévères des PDI étaient plus élevés par rapport aux ménages non déplacés dans le secteur de la sécurité alimentaire (84% vs. 65%), des abris (78% vs. 60%), de la protection (36% vs. 23%) et de l'éducation (64% vs. 52%). Les retournés étaient une plus grande proportion à faire face à des besoins sévères dans le domaine de la sécurité alimentaire (78% vs. 65%) et des abris (72% vs. 60%), mais aussi en santé (57% vs. 43%). Les PDI présentaient le plus de besoins extrêmes (71%), spécialement dans les secteurs abris et EHA. Pour ces secteurs, les PDI étaient plus affectées au Tanganyika (respectivement 61% et 48%) qu'au Sud-Kivu (33% et 31%).

Les populations déplacées internes ou retournées étaient, pour chaque secteur humanitaire évalué, davantage dans le besoin que les populations non déplacées.

- Les besoins des ménages étaient fréquemment multisectoriels. En effet, seuls 2% des ménages n'avaient pas de besoin et 7% des ménages avaient uniquement un manque en termes de niveau de vie (LSG)², tandis que plus de trois quarts (76%) des ménages présentaient 3 manques en termes de niveau de vie (LSG) ou plus, et la moitié des ménages (50%) en avaient 4.
- Le 1^{er} profil de besoins le plus commun pour la population générale concernait ainsi 5 secteurs humanitaires cumulés (comme présenté dans le tableau ci-dessous). Si ce 1^{er} profil est le même pour les différents groupes de population, une différence notable réside pour le secteur de la protection qui apparaît pour les populations déplacées et retournées dans le 2^{ème} profil de besoins les plus communs.

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur humanitaire :

Secteur	Pourcentage
EHA	91%
Sécurité alimentaire	67%
Abris	63%
Éducation	54%
Santé	44%
Protection	24%

Profil de besoins les plus communs, en général et par groupe de population :

Groupe de population	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	Abris	EHA
Population générale (9%) ³	✓	✓	✓		✓	✓
Ménages non-déplacés (8%)	✓	✓	✓		✓	✓
PDI (13%)	✓	✓			✓	✓
Personnes retournées (15%)	✓	✓	✓		✓	✓

Le tableau ci-dessus montre les « combinaisons » les plus courantes d'un ou plusieurs LSG parmi ceux qui sont dans le besoin afin d'identifier le **profil de besoins le plus courant** (qui peut consister en un ou plusieurs LSG).

Le tableau de gauche montre la proportion de ménages dans le besoin **par type de LSG** dans l'ordre décroissant afin d'identifier les **besoins les plus courants** parmi ceux qui sont dans le besoin.

AIDE HUMANITAIRE : PERCEPTION DES POPULATIONS AFFECTÉES

La connaissance par les ménages de l'existence des mécanismes de retour d'information, de plainte ou d'assistance variait du Sud-Kivu au Tanganyika, respectivement de 29% à 54%.

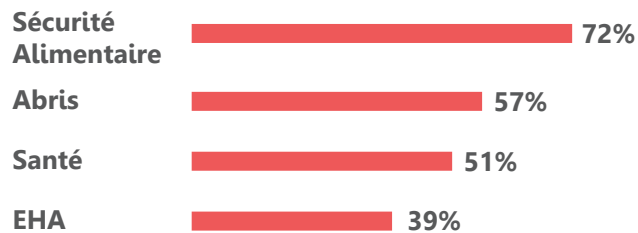
Alors que 11% des ménages PDI rapportaient avoir reçu une aide humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, c'était le cas de 7% des ménages retournés et de 4% des ménages non déplacés.

Parmi les 8% de ménages ayant reçu une aide humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données, 14% de ménages étaient non-satisfaits par le comportement des travailleurs humanitaires - 57% d'entre eux soulignaient que ces derniers ne tenaient pas compte de leurs opinions.

Parmi les ménages non-satisfaits par l'aide humanitaire reçue dans les 6 mois précédant la collecte de données, la proportion des ménages ayant reçu une aide qui ne correspondait pas à leurs besoins était presque deux fois plus importante au Tanganyika (56%) qu'au Sud-Kivu (31%).

Les 3 principaux moyens de communication préférés par les ménages pour faire des retours/plaintes/doléances sur l'assistance humanitaire étaient la boîte à plaintes (37%), en face-à-face avec un travailleur humanitaire (24%) et par ligne d'assistance téléphonique (15%).

Besoins prioritaires rapportés par les ménages¹ :



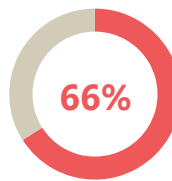
5%

de ménages ont rapporté avoir **reçu de l'aide humanitaire** dans les 6 mois précédant l'évaluation (6% dans la province du Sud-Kivu et 3% dans celle du Tanganyika).

70%

des ménages préféreraient **recevoir du cash**, si ceux-ci étaient amenés à recevoir de l'aide humanitaire. L'aide en nature (nourriture) était la seconde modalité la plus souvent choisie par les ménages (59%).²

Satisfaction à propos de l'aide reçue :



Sur les 5% de ménages qui ont rapporté avoir reçu de l'aide dans les 6 mois précédant la collecte, 66% avaient mentionné être satisfaits. Parmi les ménages ayant déclaré ne pas être satisfaits de l'aide reçue, les trois raisons principales² rapportées étaient :

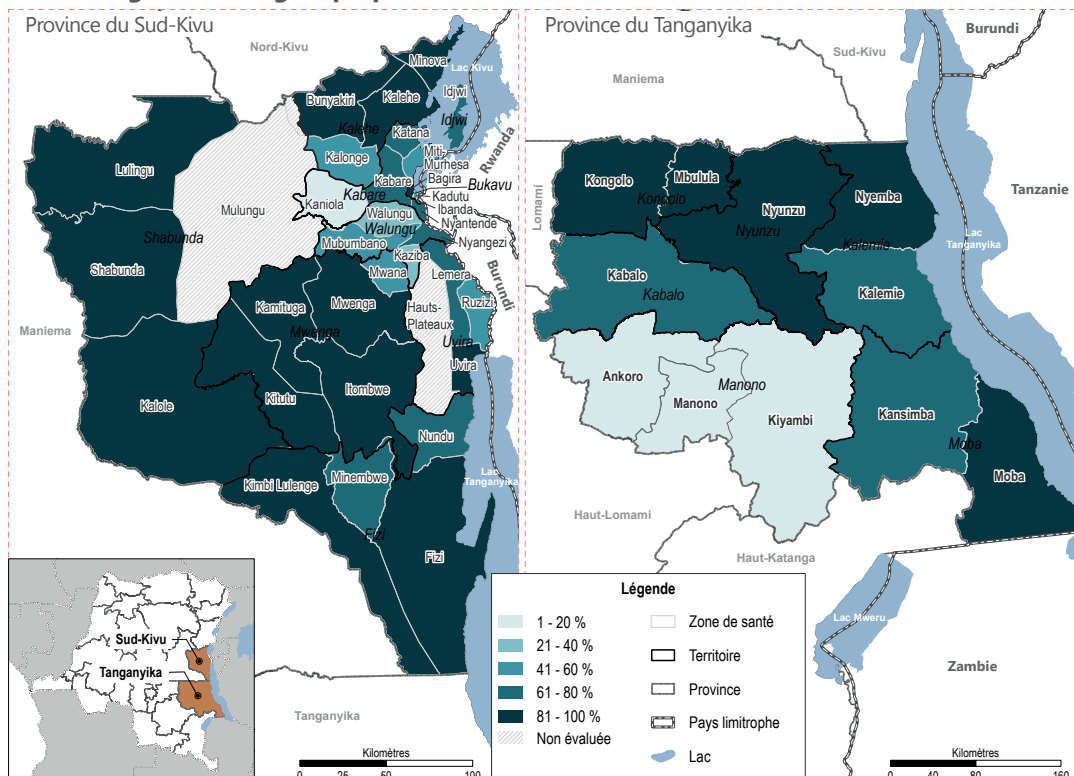
- 1) Quantité d'aide insuffisante (69%)**
- 2) Qualité de l'aide insuffisante (43%)**
- 3) L'aide n'adressait pas les besoins (37%)**

Communication et diffusion :

Canaux de communication préférés pour recevoir l'information² :

Province	Radio	Appel téléphonique	Hauts parleurs	SMS
Sud-Kivu	55%	49%	23%	24%
Tanganyika	43%	34%	33%	21%

Pourcentage de ménages qui préfèrent recevoir les informations écrites en swahili :



Le swahili était la langue préférée par moins de la moitié des ménages pour recevoir de l'information écrite dans 8 zones de santé.

Dans le Sud-Kivu, le **mashi** était préféré par plus de 40% des ménages dans les ZS de Miti-Murhesa (Kabare - 42%), Mwana (Mwenga - 46%), Mubumbano (Walungu - 47%), Kaziba (Walungu - 54%), Walungu (Walungu - 61%) et Kaniola (Kabare - 83%). Aussi, le **français** était préféré par 47% des ménages dans la ZS de Kadutu (Bukavu).

Au Tanganyika, dans les 3 ZS du territoire de Manono, le **kiluba** était préféré par plus de 75% des ménages.

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :

 **Groupe de Travail
Gestion de l'Information**



FINANCÉE PAR :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Cofinancé par
l'Union européenne

AVEC LE SOUTIEN DE :



ACTED

**SEARCH FOR
COMMON GROUND**



World Vision



Méthodologie. Les résultats présentés dans ce bulletin se basent sur un total de 9'889 enquêtes ménages réalisés en face-à-face, collectées entre le 06 juin et le 25 août 2022, dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika. Les résultats sont représentatifs avec un niveau de confiance à 95% et une marge d'erreur à 10% au niveau i) des zones de santé (ZS), et ii) des territoires pour chacun des groupes de population ciblé (ménages déplacés internes, ménages retournés et ménages non déplacés). L'échantillonnage a été créé en suivant une méthodologie proportionnelle à la taille de la population, en grappes stratifiée à deux étapes. L'unité primaire de l'échantillonnage est le village et la taille du cluster est de 8 au Sud-Kivu et de 10 au Tanganyika. Les données de population se basent sur les données de la [Geo-Referenced Infrastructure and Demographic Data for Development \(GRID3\)](#) et de la [Displacement Tracking Matrix \(DTM\)](#).

Note - Pour plus d'information, merci de vous référer aux [Termes de Référence](#), ainsi qu'à la [note méthodologique du MSNI](#).

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

NOTES DE FIN

PAGE 1

¹ Pour cette enquête, les ménages suivant ont été ciblés :

- Ménage non déplacé : tous les ménage qui, le temps de l'enquête, ne sont pas dans une situation de déplacement (incluant le retour) en raison de la crise ;
- Ménage déplacé interne (PDI) : tous les ménages qui ont été forcés de se déplacer en raison de la crise et qui résident au moment de la collecte de données dans un village autre que celui d'origine ;
- Ménage retourné : tous les ménages qui sont retournés dans leur zone d'origine après une période de déplacement, incluant à la fois les retournés internes et les rapatriés.

PAGE 2

¹ Les ménages ayant des besoins extrêmes faisaient le plus souvent face à des besoins en EHA ou en abri. En effet, à Kabalo, 60% des ménages avaient des besoins extrêmes en EHA, 45% avaient des besoins extrêmes en abris. À Kongolo, ces pourcentages étaient respectivement élevés à 64% et 40%. Finalement, à Shabunda, 52% des ménages avaient des besoins extrême en abris, 40% en EHA.

² Reliefweb, OCHA, [République démocratique du Congo : Aperçu des besoins humanitaires 2023](#), 03 février 2023.

³ Presse des Nations Unies, [Le Conseil de sécurité renouvelle pour un an le mandat de la MONUSCO et lève l'obligation de notifier les achats d'armes par la RDC](#), 21 décembre 2022.

⁴ International Crisis Group, [Democratic Republic of Congo, Democratic Republic of Congo](#), 04 avril 2023.

⁵ Organisation internationale pour les migrations (OIM), [Displacement Tracking Matrix \(DTM\)](#), avril / août 2022.

⁶ Seuls les résultats obtenus via les enquêtes ménages sont ici présentés. Ceux-ci sont donc représentatifs uniquement des populations vivant dans les zones considérées comme accessibles. Les résultats obtenus à distance, à titre indicatif, à travers des Informateurs Clés dans les zones inaccessibles ne sont pas présentés dans ce bulletin mais les résultats ont été analysés et sont présentés dans les deux fiches d'information suivantes : [Province du Sud-Kivu](#) et [Province du Tanganyika](#).

PAGE 4

¹ Une écrasante majorité des ménages avait des besoins dans le secteur EHA (91%) : plus de trois quarts des ménages évalués (79%) n'avaient pas accès à une infrastructure améliorée, 21% utilisaient une source d'eau non-améliorée comme source d'eau principale et 14% utilisaient directement de l'eau de source.

² Le manque en termes de niveau de vie (LSG) sont des indicateurs composites qui sont conçus pour mesurer la sévérité et la magnitude des besoins propres à chaque secteur humanitaire inclus dans la MSNA. Les LSG sont les blocs de construction analytiques pour produire le MSNI. Le détail de chacun des indicateurs utilisés lors du calcul de chaque LSG se trouve dans la note méthodologique complète du MSNI.

³ Les pourcentages notés entre parenthèses dans ce tableau reflètent le pourcentage de ménages avec les profils de besoins les plus communs (pour la population générale puis désagregés par groupe de population).

PAGE 5

¹ Les 4 réponses les plus souvent rapportées par les ménages. Pour cet indicateur, les ménages pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

² Pour cet indicateur, les ménages avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses.